

PRÉFACE

Si, en 1989, les responsables politiques, diplomates, officiers de renseignement et observateurs d'Occident avaient été moins obnubilés par les marques symboliques de l'effondrement soviétique, ils auraient peut-être pu accorder un peu plus d'attention au phénomène apparemment exotique et marginal que constituait le coup d'État militaire conduit par le Général Omar Bashir au Soudan. Dans les apparences, il n'y avait évidemment aucune commune mesure entre le choc planétaire provoqué par la chute du mur de Berlin et un prononciamiento militaire - un de plus - dans une région qui n'en a jamais été avare et dans un pays qui, situé aux limites indécises du monde arabe et de l'Afrique noire, était toujours considéré par les analystes comme relevant de la compétence « du bureau d'à côté ». Pour les plus clairvoyants, le putsch de juillet 1989 à Khartoum présentait tout de même des caractéristiques étranges et inattendues qu'il aurait été avisé de méditer. À l'époque, seuls deux chercheurs du CNRS, Gérard Prunier et Marc Lavergne¹ ont pointé du doigt l'originalité du phénomène et ses conséquences possibles. On venait en effet d'assister au premier coup d'État réussi des Frères Musulmans. Personne n'a cru devoir relever cet évènement tropical vite balayé de l'actualité par la décomposition de l'Europe de l'Est puis le premier conflit du Golfe.

Il aurait pourtant été intéressant de l'analyser et de s'en souvenir car il décrivait avec précision le déroulement et toutes les dérives des « printemps arabes » et annonçait vingt ans à l'avance, la confiscation des révoltes démocratiques par les plus conservateurs et les plus bornés des réactionnaires islamistes. Après vingt années d'une vie publique pluraliste qui avait vu se constituer le plus important parti communiste du monde arabe, le Soudan était gouverné depuis 1969 autoritairement par le Général Gaafar Nimeiry qui bénéficiait d'un fort appui politique américain. Louvoyant péniblement entre les nostalgiques de la démocratie, les irrédentistes chrétiens du sud et les conservateurs musulmans du nord, Nimeiry a fini par perdre tous ses soutiens, y compris celui de ses protecteurs américains qui le jugeaient trop mou dans la répression anti-communiste. En 1985, des émeutes sur fond de revendications économiques et sociales éclatent sur la place centrale de Khartoum où elles durent plusieurs jours face à des forces de police et des éléments de l'armée qui rechignent manifestement à les réprimer. Nimeiry se trouve alors en voyage officiel à l'étranger et ses « amis » américains lui conseillent vivement de ne pas rentrer dans son pays et d'envisager de démissionner, ce qu'il fait quelques jours plus tard. Est aussitôt formé à Khartoum un gouvernement provisoire qui organise en 1986 des élections libres à l'occasion desquelles le parti des Frères Musulmans mené par Hassan Tourabi sous l'étiquette « Front National Islamique (FNI) » n'emporte que 18% des voix malgré une intense propagande soutenue financièrement par les pétromonarchies.

C'était déjà pour eux un bon score puisqu'ils n'obtenaient en moyenne que 4 à 5 % des suffrages à l'occasion des élections libres organisées dans le pays avant 1969. Les Frères ne s'avouent pas pour autant vaincus. Profitant de leur accession même minoritaire au gouvernement et au Parlement, ils organisent patiemment le noyautage des cadres intermédiaires et supérieurs de l'armée parmi lesquels ils constituent un « Comité secret » de 40 membres et intensifient leur travail de recrutement au sein de l'administration. Leur efforts débouchent sur un coup d'État le 4 juillet 1989. Profitant de l'absence des principaux membres du gouvernement et des chefs de l'armée engagés dans des négociations de paix au sud-Soudan, un groupe de 300 militaires menés par le général Omar Bashir, officier d'intendance et membre éminent de la Confrérie, assistés de l'ensemble du directoire du FNI sous la conduite de Hassan Tourabi et du Directeur de la branche soudanaise de la Faisal Islamic Bank (banque séoudienne majoritairement composée de Frères d'Égypte) prend le contrôle de Khartoum, dissout le Parlement, révoque le gouvernement. L'immédiate reconnaissance du nouveau pouvoir par

¹ Prunier Gérard et Lavergne Marc, « Les Frères Musulmans au Soudan, un islamisme tacticien. » in « Le Soudan contemporain », 1989, Karthala, Paris

l'Arabie Saoudite et les États-Unis confère aux conjurés, à défaut de légitimité incontestable, un support politique et financier indispensable à leur établissement durable. La similitude avec le scénario égyptien de 2011-2012 aurait sans doute gagné à être méditée....

Bien que peu observée par la presse internationale, la suite de cet acte fondateur de la prise de pouvoir par les Frères est connue et va servir à la Confrérie de modèle de conquête dans le reste du monde musulman jusqu'aux convulsions du mal nommé « printemps arabe ». En politique intérieure, le Front National Islamique s'assure tous les contrôles régaliens par la mise en place rapide de deux services de sécurité complémentaires : *Amn al-Jabha* (Sécurité du Front) et *Amn al-Thaoura* (Sécurité de la Révolution) appuyés sur la milice du Front (Popular Defense Force) dont les deux missions essentielles seront de terroriser les opposants et de canaliser vers les dirigeants de la Confrérie l'essentiel des richesses du pays et les rentes qu'ils peuvent tirer de leur capacité de nuisance internationale. L'exercice commence dès 1990 par l'exploitation opportuniste par Hassan Tourabi du conflit entre l'Irak et les pétromonarchies puis, plus généralement, de la rivalité stratégique régionale entre l'Iran et l'Arabie sans pour autant négliger de susciter sur les frontières directes du pays l'exploitation raisonnée des conflits locaux en Éthiopie, en Érythrée, en Somalie, en Libye ou au Tchad. Le Soudan des Frères rentabilise ainsi au maximum sa position centrale dans le monde arabe et africain qui lui donne la possibilité d'être un discret et utile relais des stratégies régionales et de contrôle de l'Islam mondial des régimes wahhabites. Pendant toute la dernière décennie du XXe siècle s'entrecroisent ainsi à Khartoum tous les acteurs de la subversion salafiste. Le régime donne asile et facilités aux Frères d'Égypte persécutés par le régime, aux militants armés du GICL (Groupe islamique combattant libyen), aux islamistes somaliens, aux militants du FIS algérien et du Hamas palestinien, aux activistes égyptiens des Gamaa Islamiyyah qui préparent des attentats contre Moubarak, au Cheikh Omar Abderrahmane, l'un des assassins de Sadate, avant de l'expédier à New York où il organisera le premier attentat contre le World Trade Center, enfin - et surtout - à Oussama Ben Laden qui séjourne sur place plusieurs années de 1992 à 1996.

Bien que revêtus des oripeaux de l'islamisme, ces prestations ne sont ni gratuites ni désintéressées. Les Frères soudanais font payer cher leurs services aux pétromonarques et n'hésitent pas à trahir leurs protégés contre rémunération. Personne n'acceptant plus de payer pour la protection du terroriste international Carlos réfugié à Khartoum, Tourabi en négocie la « revente » aux autorités françaises qui le recherchaient activement. Cet appât du gain et de la rente se retrouve dans tous les actes de gestion de la Confrérie qui a mis le pays en coupe réglée, exploitant l'existant jusqu'à la corde, ruinant l'économie sans jamais consentir au moindre partage, au moindre investissement, à la moindre concession économique ou financière au reste de la communauté nationale collectivement traitée comme des esclaves. Au terme de vingt cinq années de gestion inepte des Frères, le Soudan, malgré son important potentiel dans l'agro-alimentaire et les hydrocarbures, se retrouve être l'un des pays les plus pauvres du monde, englué dans un conflit civil meurtrier sans fin dans sa province occidentale du Darfour peuplée de musulmans qui n'ont pas le privilège d'être arabes. Le pays a officiellement perdu un tiers de son territoire, sa province du sud peuplée majoritairement de chrétiens et d'animistes qui ont fait sécession en 2011. L'inamovible président Omar Bashir est poursuivi par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité tandis que Hassan Tourabi s'essaye à retrouver des rentes en recasant les leaders islamistes évincés des printemps arabes ou les idéologues des Frères devenus encombrants pour leurs hôtes comme Youssef al-Qardhawi au Qatar.

Ce schéma de prise de pouvoir est maintenant bien connu et on a pu constater à quel point il pervertissait les aspirations démocratiques légitimes du monde arabe et musulman pendant les mal nommés « printemps » de 2011. Il a été mis en échec en Algérie et en Égypte au prix d'un retour à l'autoritarisme militaire. En Libye et au Yémen il a été générateur de chaos incontrôlable. En Irak et en Syrie il débouche sur d'interminables conflits civils en raison de l'hétérogénéité religieuse de la population. Mais, en 1990, la prise de pouvoir par les Frères à Khartoum est passée à peu près inaperçue des chancelleries occidentales et des décideurs politiques focalisés sur l'effondrement du bloc soviétique et l'agressivité irakienne dans le Golfe.

Seuls les analystes des services de renseignement et quelques universitaires se sont véritablement intéressés au problème. Jusque là, la Confrérie passait pour une survivance des problématiques de la décolonisation, un mouvement nationaliste égyptien ancré dans les valeurs du fondamentalisme musulman comme le FLN algérien se réclamait du fondamentalisme des Oulémas de Tlemcen pour justifier son nationalisme ombrageux. On considérait généralement qu'ayant été férocement réprimée depuis 1952 par Nasser, la Confrérie avait poussé son chant du cygne lors de l'assassinat d'Anouar al-Sadate en octobre 1981 et qu'elle avait été décapitée lors du procès des auteurs de l'attentat qui avait expédié 300 de ses plus hauts responsables en prison ou à la potence.

Il n'en était rien, comme l'ont prouvé les recherches alors entreprises. Celles-ci ont mis en évidence la longue histoire de la Confrérie, de ses aptitudes à la clandestinité, de ses complicités avec tous les totalitarismes, de sa pratique constante du double langage, de sa virtuosité à exploiter toutes les contradictions, de son appétit maladif de pouvoir et surtout de rente, tous aspects que Chérif Amir compile et détaille magistralement pour la première fois dans ce livre. Loin de disparaître sous les coups de boutoir de la répression nassérienne, la Confrérie a au contraire essaimé dans l'ensemble du monde arabe et musulman. Proscrits ou pourchassés en Égypte, les Frères se sont répandus dans l'ensemble du monde arabe à la faveur des campagnes d'arabisation culturelle décrétées par les pouvoirs nationalistes arabes qui en avaient la volonté mais pas les moyens humains. C'est ainsi qu'on a fait éduquer des centaines de milliers de petits Maghrébins, Palestiniens, Syriens, Jordaniens par des instituteurs et professeurs issus des rangs de la Confrérie. Ils en ont profité pour étendre leur ascendant intellectuel, leur magistère moral et créer l'Organisation Internationale (*Tanzim ad-douwwali*) des Frères, seule organisation islamiste transnationale susceptible de profiter des convulsions du monde musulman et des remises en ordre internationales post soviétiques.

Dès 1979 la révolution islamique iranienne a cru devoir se légitimer en contestant celle, d'ailleurs bien fragile, de la famille Saoud. Celle-ci a répliqué en tentant de prendre avec ses pétrodollars le contrôle de l'Islam mondial au travers d'une multitude d'ONG à paravent religieux et caritatif qui, faute de ressources humaines locales, ont dû faire appel à la puissante diaspora des Frères. De 1980 à 1990, la synergie des actions conjuguées et concurrentes de l'Iran et de l'Arabie Saoudite s'est révélée de fait extrêmement déstabilisatrice pour les sociétés auxquelles elles s'appliquaient. Elle fournissait en effet un substrat idéologique, financier, parfois militaire, puissant à la contestation de régimes souvent fragilisés par leurs difficultés ou leurs défauts. En proposant un hypothétique système maximaliste de société théocratique idéale qu'ils se gardent bien d'appliquer à leur propre cas, les régimes iranien et surtout wahhabites d'Arabie et du Qatar interdisent en fait aux pays où ils exercent leur activisme tout effort réel de réforme réaliste ou de remise en ordre rationnelle.

Au delà de la mobilisation démagogique des masses sur des projets de société utopiques, l'activisme fondamentaliste islamique favorise d'abord la montée en puissance d'élites intermédiaires jusque là exclues du pouvoir et des privilèges qui y sont attachés parce qu'elles n'ont aucune des qualités nécessaires pour le prendre et l'exercer. Il s'agit en général de la frange la plus conservatrice et la moins dynamique du commerce, de l'artisanat, des employés moyens de la fonction publique, de l'enseignement et de certaines professions libérales, des officiers subalternes de l'armée. À ces cadres « naturels » d'une société régie à la lettre par des sources du droit vieilles de quinze siècles, l'ordre islamique prôné par les Frères confère une légitimité transcendante qu'il n'est théoriquement besoin ni de conquérir ni de disputer. En conséquence, les Frères ne sont en fait porteurs d'aucun projet. Comme le note Gérard Prunier² : « Ce sont des révolutionnaires conservateurs qui cherchent moins à bouleverser l'ordre social qu'à le raffermir autour d'un néo-conservatisme social et religieux. ». Et c'est sans doute ce dernier aspect qui a séduit en Occident - particulièrement aux États-Unis - les théoriciens néo-conservateurs et les

² Prunier Gérard, « Les Frères et l'Armée au Soudan », 1992, Les Cahiers de l'Orient n° 27, Paris

tenants du libéralisme mondialisé au point de proposer aux décideurs politiques de favoriser et soutenir l'encadrement des sociétés musulmanes indigènes ou émigrées par les Frères. À leurs yeux, la Confrérie serait une espèce de parti démocrate-chrétien à la sauce musulmane, acquis au libre échange, garant de l'ordre public et rempart contre la violence salafiste, opposé à toute déviance ou contestation sociale, éloigné par sa vocation transnationale de toute dérive nationaliste opposée à l'Occident.

Que tant de naïveté soit spontanée ou calculée, cette perception témoigne d'une ignorance délibérée de l'histoire de la Confrérie, de son programme, de ses ambitions affichées dans ses textes fondateurs, de sa pratique constante de la violence intellectuelle, morale, religieuse et politique d'ailleurs prônée par son fondateur Hassan el-Banna dès 1928 puis théorisée dans les années 50 par l'un de ses plus éminents penseurs, Saïd Qotb, auquel se réfèrent en permanence les terroristes des Jamaa Islamiyyah et de Takfir wal-Hijra. Et c'est évidemment ignorer ou dissimuler le fait que tous les ténors de la violence djihadiste – du vieux Cheikh Omar Abderrahmane³ à Ayman Zawahiri⁴ en passant par Youssef Qardhawi⁵, Khaled Cheikh Muhammad⁶, Abou Moussaab al-Zarqawi⁷, Abou Qoutada al-Filistini⁸, Abou Hamza al-Masri⁹, Omar Bakri Muhammad¹⁰, Abdalmajid al-Zindani¹¹ et tant d'autres – sont issus de la Confrérie dont ils constituent de fait le bras armé. C'est cet aveuglement qui m'avait conduit dès 1994 à mettre en garde mes collègues diplomates et chercheurs contre la montée de l'islamisme politique piloté par les Frères¹², puis, plus récemment en 2006 et face à la montée de la violence politique orchestrée par la Confrérie, à dénoncer avec vigueur leur stratégie de prise de pouvoir qui devait aboutir aux désastres des « printemps arabes » et aux dérives djihadistes des minorités immigrées en Occident¹³.

Car, s'ils sont habiles à investir avec l'argent de leurs généreux sponsors fondamentalistes les créneaux caritatifs, sanitaires et sociaux désertés par les régimes nationalistes autoritaires, les Frères le sont moins à gérer des États en difficulté. Leur appétit de rente et l'ineptie de leur gestion populiste, tatillonne et mercantile les conduit rapidement à l'échec. Les manquements à leurs engagements et obligations, leur incurie et la rapacité de leur administration suscitent l'exaspération et la réaction des peuples « conquis » en Égypte, en Tunisie et en Libye. Les débordements de violence des bandes salafistes provoquent la résistance des minorités en Syrie, en Irak, au Yémen et jusqu'au Pakistan. Moins de dix-huit mois après son instauration, « l'ordre islamique » prôné par les néo-conservateurs occidentaux, soutenu par les pétromonarchies et mis en œuvre par la Confrérie est au bord de l'implosion. Il est d'autant plus fragilisé que le coup d'État « feutré » survenu fin juin 2013 au Qatar recentre les activités de l'Émirat sur les investissements financiers productifs et délaisse le soutien inconditionnel offert depuis les années 2000 par l'Émir déchu et son activiste premier ministre, Hamad Ben Jassem, à la subversion salafiste dans l'ensemble du monde islamique.

³ Frère d'Égypte, concepteur et commanditaire de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center.

⁴ Frère d'Égypte, fondateur du Jihad Islamique en Égypte, idéologue d'Al-Qaïda dont il est devenu le chef après la mort de Ben Laden.

⁵ Frère d'Égypte établi à Doha. Principal prêcheur mondial du djihadisme sur la chaîne Al-Jazeera.

⁶ Frère pakistanais, chef des opérations d'Al-Qaïda en 2001.

⁷ Frère jordanien, chef autoproclamé d'Al-Qaïda en Irak de 2003 à 2006.

⁸ Frère jordanien établi à Londres avant son expulsion en 2012, considéré comme le représentant d'Al-Qaïda en Europe.

⁹ Frère d'Égypte, principal prêcheur djihadiste de la mosquée de Finsbury Park à Londres.

¹⁰ Frère syrien, prédicateur djihadiste à la mosquée de Four Feathers à Londres. Principal relais et soutien des GIA algériens dans les années 90, puis des volontaires maghrébins pour le djihad après le 11/09.

¹¹ Frère yéménite, inspirateur et commanditaire d'Anouar al-Awlaqi, chef autoproclamé d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique.

¹² « L'Islam confisqué », in « Moyen Orient: médiations, migrations, démocratisations », sous la direction de R.Bocco et M.R. Djalili, P.U.F., (Paris), 05/1994.

¹³ « L'Association des Frères Musulmans, chronique d'une barbarie annoncée », note d'analyse pour l'ESISC (European Security Intelligence and Strategy Center), Bruxelles, 03/2006

Pour autant, les Frères Musulmans et leurs nervis djihadistes ne se résoudront pas à abandonner sans réagir un pouvoir convoité pendant près d'un siècle. Pour tenter d'échapper à la sanction populaire, ils canalisent, pour mieux les abrutir, l'agressivité de leurs adeptes vers tout ce qui peut être ressenti comme un élément de comparaison ou de frustration : l'expression de la féminité, les touristes et leurs hôtels de luxe, les chrétiens supposés tous riches et entreprenants, les chiites et les kharidjites convaincus d'apostasie, et bien sûr les symboles faciles de l'antinomie islamique : l'Occident impie et frivole, l'expression démocratique, les boissons alcoolisées, le tabac, les nourritures « haram », la peinture, les chansons, le cinéma, les « mauvaises littératures ». Et comme ils l'ont toujours fait quand ils perdent pied, ils répondront à la contestation par la violence. Mais pas à la manière évidente des dictateurs en utilisant l'armée et la police, instruments régaliens de la violence institutionnelle. Ils y répondront à leur manière par les assassinats politiques comme en Tunisie, par les attentats aveugles et les lynchages comme en Égypte, par les règlements de comptes sanglants comme en Libye, par les voitures piégées comme en Irak.

Complète, scientifique, documentée, la somme que nous livre aujourd'hui Chérif Amir vient opportunément rappeler à ceux qui n'ont pas voulu voir et qui continuent à vouloir ignorer l'histoire que la démocratie n'est nullement incompatible avec l'Islam mais que les Frères Musulmans sont, eux, incompatibles avec la démocratie et la liberté. Quelle que soit l'habileté et l'entraînement de leurs agents d'influence à manier le double langage pour se concilier la tolérance, les faveurs et le soutien des « imbéciles utiles » occidentaux naguère chers à Lénine, la réalité ici présentée de l'histoire de la Confrérie, de sa violence, de son totalitarisme, de ses connivences avec tous les fascismes et toutes les barbaries devrait faire réfléchir. La stratégie constante des Frères est de rendre le monde musulman haineux à l'égard des autres et haïssable par eux de façon à l'isoler, à en confisquer les richesses, à s'y emparer du pouvoir sans que personne ne songe à intervenir. Et on ne répétera jamais assez que les premières et les plus nombreuses victimes de l'activisme et de la violence de la Confrérie sont des musulmans. C'est en décryptant pas à pas la démarche maintenant presque centenaire des Frères qu'on pourra peut être aider nos voisins en terre d'Islam à ne pas devoir perpétuellement choisir entre l'oppression mortifère de dictateurs prédateurs et celle tout aussi assassine de pseudo-théocrates qui ne le sont pas moins.

Alain Chouet¹⁴
Mai 2014

¹⁴ Ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE, diplômé en droit, science politique et langues orientales, Alain Chouet a fait toute sa carrière dans les services de renseignement, alternant affectations à l'étranger et postes de responsabilité à l'administration centrale. Spécialiste des problèmes de sécurité dans le monde arabe et islamique, il a été consultant du Centre d'Analyse et de Prévision du M.A.E. et est l'auteur de nombreux articles dans les revues spécialisées (*Maghreb-Machrek*, *Les Cahiers de l'Orient*, *Questions internationales*, *Politique étrangère*, *Revue de défense nationale*, etc.). Il récemment publié « *Au cœur des services spéciaux : la menace islamiste, fausses pistes et vrais dangers* », éditions La Découverte, 2013 (pour la seconde édition).